



DAX schließt mit leichten Gewinnen

Trotz kleinem Plus weitere Verlustwoche für den deutschen Leitindex.
Seite 88



Eurokurs verliert an Wert

Enttäuschende Konjunkturdaten aus dem Währungsraum belasten die europäische Gemeinschaftswährung.
Seite 88

Volkswagen steigt bei Digitalspezialist ein

Wolfsburg. Der deutsche Autobauer Volkswagen will in Sachen Digitalisierung weiter aufrüsten: Nach der strategischen Partnerschaft mit dem Software-Riesen Microsoft steigt der Konzern bei einem deutschen Digitalspezialisten ein. VW erwerbe 49 Prozent der Anteile am Digitalisierungsdienstleister Diconium in Stuttgart, teilte der Konzern in Wolfsburg mit. Dies stehe noch unter dem Vorbehalt der kartellrechtlichen Genehmigung. Über den Kaufpreis sei Stillschweigen vereinbart worden, sagte Christoph Hartung, Leiter Mobilitätsdienste der Marke Volkswagen. Ziel ist nach VW-Angaben, den Autokäufern künftig in vollvernetzten Fahrzeugen schnell digitale Dienste wie kabellose Updates oder automatisches Bezahlen anbieten zu können. Gemeinsam wollen die Unternehmen auch eine Vertriebsplattform auf den Weg bringen, über die VW-Kunden online-Dienste und Funktionen für vernetzte Autos kaufen und verwalten können. Dafür brauche VW die Kompetenz des neuen Partners, betonte Hartung. Diconium beschäftigt rund 800 Mitarbeiter in Deutschland, Portugal, den USA und Indien. *dpa*

Ölpreise beschleunigen Talfahrt

New York/London. Die Talfahrt der Ölpreise hat sich am Freitag beschleunigt. Der Preis für ein Barrel der Nordseesorte Brent fiel erstmals seit Oktober 2017 unter 60 US-Dollar. Zuletzt kostete ein Barrel (159 Liter) 59,13 US-Dollar. Das waren 3,47 Dollar weniger als am Vortag. Noch deutlicher war der Rückgang bei US-Öl. Hier brach der Preis zeitweise um etwa sieben Prozent ein. Zuletzt fiel der Preis für ein Barrel der US-Sorte WTI um 3,72 Dollar auf 50,91 Dollar. Das weltweit hohe Angebot an Rohöl lastet weiterhin auf dem Markt. Jüngste Zahlen von Saudi-Arabien deuten darauf hin, dass die Fördermenge im führenden OPEC-Land ein neues Rekordhoch erreicht hat. Gleichzeitig mehrten sich die Signale, dass sich die Weltwirtschaft abschwächt. So waren Konjunkturdaten aus der Eurozone sehr schwach ausgefallen. Eine weniger dynamische Wirtschaft braucht auch weniger Rohöl. Beim Spritpreis macht sich der Preisverfall bisher allerdings nicht bemerkbar. Laut dem Vergleichsportal clever-tanken.de bewegt sich der Preis für einen Liter Super E10 bei etwa 1,50 Euro, vor einem Jahr waren es gut 1,30 Euro. Der Preis für einen Liter Diesel liegt im Durchschnitt in den 100 größten Städten Deutschlands laut dem Portal aktuell bei knapp 1,40 Euro – gegenüber weniger als 1,20 Euro vor einem Jahr. *dpa*

Un vent froid souffle sur les marchés

Les investisseurs doivent veiller à ce que leurs portefeuilles soient bien étanches

En ce début d'automne, le temps a également changé sur les marchés financiers, et un vent froid, sous la forme d'une volatilité accrue, souffle désormais.

Les tempêtes qui frappent l'économie réelle et les marchés financiers internationaux sont dues à une combinaison de risques politiques à travers le monde et de protectionnisme américain. Les prochaines lignes font un tour d'horizon sur les principaux risques qui font actuellement la pluie et le beau temps sur les marchés.

Perspectives économiques

Si les indicateurs économiques américains, qui seront publiés la semaine prochaine, sont encore attendus à des niveaux élevés, une certaine contraction se fait tout de même remarquer. La confiance des consommateurs, qui sera publiée le mardi 27 novembre, est attendue à 136,2 après un niveau précédent de 137,9. Le PIB américain pour le troisième trimestre est attendu à 3,6 % contre un niveau de 4,2 % au deuxième trimestre. Du côté de l'inflation aux Etats-Unis, l'indicateur PCE-core (prix à la consommation des ménages hors éléments volatils) devrait se situer à 2 %. En Europe, le niveau de l'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, devrait également sortir à un niveau stable de 2,2 % par rapport à la dernière observation.

Cette situation tempérée de l'économie est comparée par les économistes à Goldilocks ou Boucle d'or, le conte du XIX^e siècle dans lequel la fillette passant dans la maison des trois ours, préfère sa soupe ni trop chaude, ni trop froide. L'économie actuelle se trouve dans une zone tempérée, les marchés n'étant ni en surchauffe, ni en récession. Tous les indicateurs sont encore dans le vert. L'inflation reste modérée et en légère hausse, les taux d'intérêt sont toujours faibles, le chômage est bas et les prix des actifs ainsi que la croissance progressent graduellement. Mais ce fragile équilibre est bousculé par une série de difficultés (géo-)politiques. L'émergence, voire le durcissement, de la guerre commerciale déclenchée par le président américain Donald Trump, le Brexit et le conflit entre la Commission européenne et le nouveau gouvernement italien au sujet du budget en sont les principales raisons.

Guerre commerciale

Le moral des entreprises et des consommateurs à travers le monde pâtit des tensions commerciales entre ces deux grandes puissances. Lors d'une réunion le 5 novembre avec Christine Lagarde (la directrice générale du FMI), le Premier ministre chinois Li Keqiang n'a pas vraiment dissipé les



Le «no deal» britannique inquiète particulièrement le milieu des affaires. Nombreuses sont les entreprises qui ne sont pas prêtes ou qui ont diminué leur voilure. (PHOTO: AFP)

craintes des marchés sur le ralentissement de son économie. En effet, même si Pékin martèle depuis des années que la Chine essaie de faire atterrir son économie en douceur, la croissance de 6,5 % au troisième trimestre a surpris.

Aux Etats-Unis, la détérioration des relations commerciales impacte désormais les résultats des entreprises. Certains dirigeants ont exprimé leurs craintes quant à l'augmentation du coût des importations et le ralentissement des exportations. Ce phénomène risque d'avoir un impact non négligeable sur les bénéfices des entreprises qui ont été pendant toutes ces années le moteur essentiel de la bonne performance des actions américaines.

Le Brexit

Le soulagement suite à la validation de l'accord Londres-UE n'a pas été de longue durée. Theresa May a su convaincre les 21 principaux ministres de son gouvernement quant à l'adoption de l'accord de retrait de l'Union européenne trouvé la veille à Bruxelles.

Les marchés des actions américains ont connu la plus longue période de hausse depuis la crise de 2008.

Cependant une vague de démissions a suivi et a augmenté le risque d'un «no deal». Ni les Brexiters, ni les Remainers ne semblent satisfaits de l'accord trouvé. Les uns estiment que le Royaume-Uni est vassalisé. Les autres pensent que le pays perd le contrôle qu'il avait jusqu'à présent. L'indicateur de confiance des consommateurs, qui sera publié vendredi prochain, montre clairement le pessimisme des Anglais.

Le «no deal» inquiète particulièrement le milieu des affaires. Nombreuses sont les entreprises qui ne sont pas prêtes ou qui ont diminué leur voilure. 40 % des sociétés anglaises affirment avoir réduit ou postposé des investissements. Dans le milieu financier, les enjeux sont encore plus importants. Le domaine très lucratif des «chambres de compensation» (cette activité essentielle de la finance sert à sécuriser les transactions entre un acheteur et un vendeur) dans lequel Londres s'était placé en spécialiste risque d'être repris sous contrôle européen par Bruxelles en cas de Brexit dur. Des milliers d'emplois sont en jeu et un volume équivalent à 69.000 milliards de GBP risque de quitter la Grande-Bretagne.

Un sommet est prévu ce dimanche 25 novembre pour signer le projet d'accord sur le Brexit. Il restera à voir comment Theresa May défendra ce projet au Parlement britannique.

Le nouveau budget italien

Le gouvernement italien campe sur sa proposition de budget mal-

gré une sommation de révision de la Commission européenne et un nouveau rejet mercredi dernier. En effet, le budget prévoit un relèvement du déficit de 2,4 % du PIB en 2019, soit trois fois de plus que ce que l'ancien gouvernement avait prévu. Les acteurs de marchés estiment que le rebond de croissance ne sera que temporaire et de plus, inférieur à ce que le gouvernement italien a prévu. Ces éléments augmentent les craintes quant à la soutenabilité de la dette publique italienne, poussant les primes de risque des obligations italiennes à des niveaux plus élevés. Le pays s'expose désormais à une procédure de sanction pour déficit excessif.

Notons que les marchés des actions américains ont connu la plus longue période de hausse depuis la crise de 2008 et les marchés européens depuis 2011, année de l'éclatement de la crise grecque. Après huit respectivement six ans de performance positive ininterrompue, un retrait de marché semble normal.

Dans ces conditions difficiles, les investisseurs doivent veiller à ce que leurs portefeuilles soient bien étanches afin de résister au mieux à ces tempêtes. Ils devront s'accommoder de périodes de volatilité accrue dans les prochains mois.

Mais comme pour les saisons, une chose reste sûre, le prochain été arrivera certainement.

Mike Felten
Directeur
Fortuna Banque s.c.